

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



LOI SÉCURITÉ GLOBALE LES DÉPUTÉ.E.S #NOUSDEMAIN VOTENT CONTRE UN TEXTE LIBERTICIDE

Paris, le 24 novembre 2020

Alors que les images bouleversantes de l'évacuation du campement de la place de la République ont encore une fois mis en exergue les graves dysfonctionnements du maintien de l'ordre dans notre pays, la loi sur la Sécurité Globale sera votée cet après-midi à l'Assemblée nationale.

Les député.e.s #NousDemain votent contre ce projet de loi et dénoncent un texte qui consacre l'affaiblissement du contrôle de la police, une atteinte sans précédent au droit d'informer et à la liberté de la presse ainsi que l'instauration sans garde-fous d'une surveillance généralisée de l'espace public.

Cette loi instaure un rapport de force de plus en plus déséquilibré entre l'État et les citoyen.ne.s. Tous les visages n'ont pas la même valeur : d'une part on veut sanctuariser l'anonymat des forces de l'ordre, de l'autre, obliger les citoyen.ne.s à sans cesse justifier de leur identité, en banalisant une surveillance de plus en plus invasive.

Cette loi fait passer la surveillance et le contrôle de la population par la police dans une nouvelle ère technologique, notamment avec l'extension à outrance de l'usage des drones et par la reconnaissance faciale. Sans aucun recul, le gouvernement généralise cette technologie invasive en rejetant tous nos amendements visant à instaurer des garde-fous nécessaires pour protéger la vie privée et éviter les captations abusives.

Cette loi menace la liberté de la presse, un contre-pouvoir essentiel en démocratie et met à mal le droit de chacun et chacune d'accéder à une information libre, directe et indépendante. C'est la couverture médiatique des violences commises à l'égard des migrants et des associations qui a permis, hier soir, d'appeler l'attention du grand public sur ces abus : remettre en cause les droits de la presse revient à fragiliser la situation des plus vulnérables.

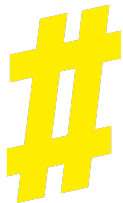
#NOUSDEMAIN

Cette loi entrave le contrôle de la police par les citoyen.ne.s, sachant que l'IGPN est un système interne, opaque, qui ne laisse aucune place aux juges ou à l'intervention civique. Dans le contexte actuel, c'est terrible : combien d'affaires Benalla, de violences contres des manifestant.e.s comme Geneviève Legay ou de meurtres comme celui de Cédric Chouviat resteront impunis sans cet outil de contrôle civique essentiel ?

Cette loi ne protège pas la police. Elle protège les policiers violents. Ce n'est pas aider nos forces de l'ordre que de fermer les yeux sur ses dysfonctionnements, bien au contraire. Plus la police est contrôlée meilleure est la police : en Belgique, aux Pays-Bas, en Finlande, au Danemark ou en Allemagne ... c'est bien dans ces pays, où le contrôle est le plus élevé, que la qualité de la police est la meilleure. C'est ce que nous devons souhaiter pour nos forces de l'ordre.

Cette loi va accentuer le discrédit et la défiance envers une profession censée être au service des citoyen.ne.s. Comment rétablir la confiance entre les français, les françaises et leur police quand dans une loi sur le maintien de l'ordre pas une seule disposition ne vise à prévenir ou réprimer les violences policières ?

Les député.e.s #NousDemain réaffirment leur opposition à ce texte et à ses implications. Nous continuerons de nous battre pour la protection des droits et libertés, à l'Assemblée nationale comme hors ses murs.



www.nousdemain.eu
contact@nousdemain.eu
06.10.61.73.70